

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.00/137

14 mars 2000

(00-1025)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>JAPON</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère du commerce extérieur et de l'industrie L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [], 2.10.1 [], 5.6.2 [X], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Produits de consommation (marmites à pression à usage domestique (SH 76.15 et 73.23), casques de protection pour utilisateurs de motocyclettes (SH 65.06), lits d'enfants (SH 94.03) et cordes d'escalade (SH 56.07)
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Révision de l'Ordonnance d'application de la Loi sur la sûreté des produits de consommation
6.	Teneur: Conformément aux dispositions de la Loi sur la sûreté des produits de consommation, promulguée en août de l'an dernier (voir le document G/TBT/Notif.99.112), et en vigueur à compter d'octobre 2000, seront énoncés: <ul style="list-style-type: none">- les produits désignés assujettis à une évaluation obligatoire de la conformité par l'organe d'évaluation de la conformité agréé par le Ministre du commerce extérieur et de l'industrie;- la période pendant laquelle le certificat délivré par l'organe d'évaluation de la conformité agréé par le Ministre sera valide;- la période pendant laquelle l'agrément de l'organe d'évaluation de la conformité agréé par le Ministre sera en vigueur, etc.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Conformément à la Loi sur la sûreté des produits de consommation, il est prévu de réaliser la modification importante, à savoir le remplacement de la certification gouvernementale par un système d'évaluation de la conformité faisant intervenir l'autodéclaration ou la certification par des organismes tiers, et la participation d'entités privées tierces à un organe d'évaluation de la conformité. Ces mesures sont nécessaires pour assurer l'application harmonieuse de la loi.

8.	Documents pertinents: Loi sur la sûreté des produits de consommation
9.	Date projetée pour l'adoption: Mars 2000 Date projetée pour l'entrée en vigueur: Octobre 2000
10.	Date limite pour la présentation des observations: 23 mars 2000
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme: